



CREPS DE LA REUNION

RTE DIGUE
CHAMP FLEURI - B.P. 20222
97493 STE CLOTILDE CEDEX

À l'attention de M Guigne

C O N T R Ô L E
T E C H N I Q U E
C O N S T R U C T I O N



RAPPORT INITIAL

**CREPS : AMENAGEMENT D'UNE UNITE DE
RECUPERATION BALNEOTHERAPIE**

974 ST DENIS

Rapport phase DCE d'octobre/novembre 2022

N° DE CONVENTION : 34594275

CHRONO : 3

DATE : 07/02/2023

VOTRE INTERLOCUTEUR APAVE : Franck DENIAU



Agence de La Réunion
10 rue Adolphe Ramassamy
97490 SAINTE-CLOTILDE
Tél. : 02 62 29 28 81 - Fax : 02 62 29 56 93
www.apave.com

**OPÉRATION : CREPS : AMENAGEMENT D'UNE UNITE DE RECUPERATION
BALNEOTHERAPIE**

LIEU : 974 ST DENIS

PHASE PROJET : DCE

Destinataires en copie : ENDEMIK Atelier d'Architectes M. DEBOEUF Marc, FEDT

	MISSIONS OBJET DU RAPPORT	INTERVENANTS
L Solidité des ouvrages	<input checked="" type="checkbox"/>	Franck DENIAU
LE Solidité des existants	<input checked="" type="checkbox"/>	Franck DENIAU
PS Sécurité des personnes dans les constructions en cas de séismes	<input checked="" type="checkbox"/>	Franck DENIAU
SEI Sécurité des personnes		
Sécurité incendie	<input checked="" type="checkbox"/>	Franck DENIAU Stéphane OLIVAR
Hand Accessibilité des constructions aux personnes handicapées	<input checked="" type="checkbox"/>	Franck DENIAU

Le Chargé d'Affaire

ORIGINAL SIGNE

Ce rapport a été validé par : Franck DENIAU

SOMMAIRE

1. SYNTHÈSE DES OBSERVATIONS	4
2. PRÉSENTATION	4
2.1. Objet du rapport	4
2.2. Description sommaire de l'opération	4
3. DOCUMENTS EXAMINÉS	4
3.1. Pièces écrites	4
3.2. Plans et documents graphiques	5
4. AVIS SUR LES DISPOSITIONS COMMUNES À TOUS LES INTERVENANTS	5
4.1. Qualification des entreprises	5
4.2. Fournitures des documents	5
4.3. Travaux de technique traditionnelle	5
4.4. Travaux de technique non traditionnelle	5
4.5. Suite à donner à notre rapport	5
4.6. Autocontrôle des entreprises	5
4.7. Essais de fonctionnement des installations	6
5. AVIS SUR LA CONCEPTION DES OUVRAGES	6
5.1. Expression de nos avis	6
5.2. Mission Solidité des ouvrages (Mission L)	7
5.3. Mission Solidité des existants (Mission LE)	7
5.4. Mission Sécurité des personnes dans les constructions en cas de séismes (Mission PS)	7
5.5. Mission Sécurité incendie (Mission S)	8
5.6. Mission Accessibilité des constructions aux personnes handicapées (Mission Hand)	10

RAPPORT INITIAL

1. SYNTHÈSE DES OBSERVATIONS

Mission PS

Observations générales

- | | | |
|------|---|--|
| n°19 | S | Le CCTP mentionne toujours un établissement de catégorie d'importance II et non III, cette catégorie rend obligatoire l'application des règles sismiques au bâtiment concerné, les entreprises doivent avoir la bonne information. |
|------|---|--|

Mission S

Observations générales

- | | | |
|------|---|---|
| n°11 | S | En attente des schémas électriques et des notes de calculs: Avis suspendu, en attente de ces documents en phase exécution. |
| n°12 | S | En attente des fiches techniques du matériel électrique mis en place: Avis suspendu, en attente de ces documents en phase exécution. |
| n°13 | S | Le TGBT est existant et conservé, toute fois celui-ci étant placé dans un milieu corrosif, préciser sa résistance à la corrosion: Avis suspendu |
| n°14 | S | Les installations électriques des locaux à risques particuliers doivent être établies dans les conditions définies à l'article 422 de la norme d'installation NF C 15-100 (décembre 2002) pour les locaux présentant des risques d'incendie (condition d'influence externe BE 2) |
| n°15 | S | Les autocontrôles devront être fournis en fin de chantier en précisant l'appareil utilisé et sa date d'étalonnage |
| n°16 | S | Les attestations de conformité aux normes de la série NF EN 60598 des luminaires devront être fournis avant leur mise en place: Avis suspendu |
| n°17 | S | Phase exécution.
Les appareils d'éclairage fixes ou suspendus de plus de 200g devront être reliés aux éléments stables de la construction.
Une coupure d'urgence accessible au pompier est obligatoire dans cet établissement. Préciser si celle-ci est existante ou pas: Avis suspendu |

2. PRÉSENTATION

2.1. Objet du rapport

Le présent rapport donne l'avis du contrôleur technique sur les plans et pièces écrites mentionnées au paragraphe 3.

Il s'agit d'un rapport réalisé avant envoi du dossier de consultation aux entreprises.

2.2. Description sommaire de l'opération

Opération : CREPS : AMENAGEMENT D'UNE UNITE DE RECUPERATION BALNEOTHERAPIE

Caractéristiques générales :

ERP de 3ème catégorie

Type R - L

A notre connaissance, aucune déclaration de travaux n'a été réalisée à ce jour.

Date de référence : 01/08/2022

A défaut, nous avons pris en compte une date de référence pour le choix de la réglementation applicable. Cette date est à confirmer par la Maîtrise d'ouvrage et la Maîtrise d'oeuvre.

3. DOCUMENTS EXAMINÉS

3.1. Pièces écrites

CCTP d'octobre 2022 (reçu le 07/02/23)

Réponse MOE du 07/02/23

RAPPORT INITIAL

3.2. Plans et documents graphiques

Plans DCE d'octobre / novembre 2022 (reçus le 07/02/23)

4. AVIS SUR LES DISPOSITIONS COMMUNES À TOUS LES INTERVENANTS

4.1. Qualification des entreprises

La vérification de la qualification minimale des entreprises et des bureaux d'études permettant d'assurer l'exécution des travaux de leur lot n'appartient pas au contrôleur technique de même que celle de leur situation au regard des obligations d'assurances.

Le contrôleur technique devra cependant être informé par écrit de toute anomalie pouvant se présenter.

4.2. Fournitures des documents

Toutes les entreprises sont tenues de fournir au contrôleur technique tous les documents d'exécution tels que plans, notes de calcul, schémas, référence avis techniques, cahiers des charges pour matériaux non traditionnels, PV ou Certificat de classement ou d'essais de matériaux.

Les documents doivent être transmis au moins 15 jours avant exécution des ouvrages auxquels ils se rapportent.

L'absence de ces documents est susceptible d'entraîner un avis défavorable de notre part.

4.3. Travaux de technique traditionnelle

Les travaux dits traditionnels devront être exécutés selon :

- les normes françaises homologuées,
- les normes françaises enregistrées si le cahier des charges le prescrit,
- les prescriptions des DTU en vigueur,
- les règles dites professionnelles,
- les fascicules CCTG.

4.4. Travaux de technique non traditionnelle

Les matériaux ou procédés non traditionnels devront bénéficier d'un avis technique favorable du Groupe spécialisé du CSTB. À défaut, les réalisateurs devront s'engager à fournir au contrôleur technique toute justification technique lui permettant de formuler un avis.

4.5. Suite à donner à notre rapport

Le Maître d'Ouvrage, ou son Architecte ou le Maître d'Oeuvre sont invités à apporter les modifications aux documents ou à fournir les renseignements nécessaires suite aux observations émises dans notre rapport et à en informer les entreprises.

Toutes variantes ou modifications aux plans ou CCTP en notre possession sont à nous soumettre pour avis.

4.6. Autocontrôle des entreprises

En début de chantier, l'Entreprise donnera le nom de la personne chargée d'assurer le contrôle des matériaux et de leur mise en oeuvre.

Le contrôle interne auquel sont assujetties les Entreprises doit être réalisé à différents niveaux :

- au niveau des fournitures, quel que soit leur degré de finition l'entrepreneur s'assurera que les produits commandés et livrés sont conformes aux normes et aux spécifications complémentaires éventuelles du marché ;
- au niveau du stockage, l'Entrepreneur s'assurera que celles de ses fournitures qui sont sensibles aux agressions des agents atmosphériques ou aux déformations mécaniques sont convenablement stockées et protégées ;
- au niveau de l'interface entre corps d'état, l'Entrepreneur vérifiera, tant à la phase conception que de l'exécution, que les ouvrages à réaliser ou exécuter par d'autres corps d'état permettent une bonne réalisation de ses prestations ;
- au niveau de la fabrication et de la mise en oeuvre, le responsable des contrôles internes de l'Entreprise s'assurera que la réalisation est faite conformément aux D.T.U., règles de l'art etc... ;
- au niveau des essais, l'Entrepreneur réalisera les vérifications ou essais imposés par le D.T.U. et les règles professionnelles et les essais particuliers supplémentaires exigés par les pièces écrites. Il fournira les résultats obtenus au contrôleur technique.

RAPPORT INITIAL

4.7. Essais de fonctionnement des installations

Il appartient aux entreprises de réaliser les essais de bon fonctionnement des installations techniques et d'établir les attestations d'essais correspondantes, dont un modèle est disponible sur le site de l'Agence Qualité Construction.
Pour permettre au contrôleur technique de procéder aux vérifications sur site qu'il juge utile, les entreprises doivent l'informer de la planification de ces essais.

5. AVIS SUR LA CONCEPTION DES OUVRAGES

5.1. Expression de nos avis

Ceux-ci sont exprimés sous la forme suivante :

- Avis Favorables (F) : Ils sont donnés par rapport aux informations figurant dans le dossier qui nous est soumis. Ces avis seront confirmés ou infirmés en fonction des éléments qui nous seront proposés lors de la phase exécution.

- Avis Suspendus (S) : Lorsque les informations figurant dans les documents examinés sont insuffisantes pour nous permettre de nous prononcer (manque de précisions, ambiguïté, absence de documents, ...). Il deviendra automatiquement défavorable si les précisions demandées et reconnues satisfaisantes ne sont pas fournies dans des délais compatibles avec la réalisation des travaux.

- Avis Défavorables (D) : Lorsque les informations figurant dans les documents examinés montrent :
. un risque anormal vis-à-vis de la pérennité de l'ouvrage,
. des dispositions contraires aux règles de l'art, règles de calculs, DTU, normes.

- Hors Mission (HM) : Élément ne faisant pas partie des marchés de travaux nous étant communiqué ou hors du cadre de notre mission

- Sans Objet (SO) : Élément Sans Objet dans le cadre du projet.

Ces avis sont codifiés respectivement par les abréviations

RAPPORT INITIAL

5.2. Mission Solidité des ouvrages (Mission L)

Documents Examinés	Textes de référence	Observations	Avis
CCTP	DTU 13.1, règles de calcul	FONDATIONS SUPERFICIELLES (ou SEMI-PROFONDES) DIMENSIONNEMENT ET PLAN DES FONDATIONS Radier.	F n°1
Plan de démolition - Plan structure ST01		OSSATURE EN BETON ARME CONCEPTION ET DIMENSIONNEMENT DES OUVRAGES	F
Plan des claustra		BARDAGES RAPPORTES, VETURE, VETAGE ADEQUATION DU CHOIX DE BARDAGE A L'ENVIRONNEMENT	F
		EQUIPEMENTS INDISSOCIABLEMENT LIES	
CCTP	DTU 52.1	CARRELAGE SCHELLE ADHERENT Adéquation du carrelage aux contraintes d'exploitation	F

5.3. Mission Solidité des existants (Mission LE)

Documents Examinés	Textes de référence	Observations	Avis
Plan STR 01 de novembre 2022		COMPATIBILITE DES TRAVAUX NEUFS AVEC LES STRUCTURES DE L'EXISTANT DEMOLITIONS	F

5.4. Mission Sécurité des personnes dans les constructions en cas de séismes (Mission PS)

Documents Examinés	Textes de référence	Observations	Avis
Notice sismique	Art. R125.17 CCH	ATTESTATION EN PHASE PC DOCUMENTS RECUS DU MAITRE D'OUVRAGE EN VUE DE L'ETABLISSEMENT DE L'ATTESTATION	F
Notice sismique - Plan STR 01 de novembre 2022	EC8	EXAMEN DU PROJET STRUCTUREL	F
	EC8	REGLEMENTATION PARASISMIQUE APPLICABLE	
Notice sismique		TEXTES APPLICABLES	F
Notice sismique - CCTP		CATEGORIE DE RISQUE Le CCTP mentionne toujours un établissement de catégorie d'importance II et non III, cette catégorie rend obligatoire l'application des règles sismiques au bâtiment concerné, les entreprise doivent avoir la bonne information.	S n°19

RAPPORT INITIAL

Documents Examinés	Textes de référence	Observations	Avis
Notice sismique		ZONE DE SISMICITE (1, 2, 3, 4, 5) Zone de sismicité 2.	F n°20
		OSSATURE BETON ARME EN ZONE SISMIQUE	
Plan STR 01 de novembre 2022		ELEMENTS PRINCIPAUX	F

5.5. Mission Sécurité incendie (Mission S)

Documents Examinés	Textes de référence	Observations	Avis
	Art. CO	CONSTRUCTION APPLICABLE AUX ETABLISSEMENTS DES QUATRE PREMIERES CATEGORIES	
	CO27 à 29	LOCAUX NON ACCESSIBLES AU PUBLIC, LOCAUX A RISQUES PARTICULIERS	
	CO 28 §2	Locaux classés à risques particuliers moyens	
Plan de sécurité - cctp	§2	Locaux classés à risques particuliers moyens TGBT: prévu isolé. Rangement: porte CF1/2 h00 sur le plan de sécurité (attention pas prévu au CCTP)	F n°5
Plan	CO30 à 33	CONDUITS ET GAINES	SO
	CO34 à 42	DEGAGEMENTS - DISPOSITIONS GENERALES	
Plan	CO 35	Conception des dégagements	F
Plan	CO 38	Calcul des dégagements	F
Plan	CO43 à 48	DEGAGEMENTS - SORTIES	F
	Art. CH	CHAUFFAGE, VENTILATION, REFRIGERATION, CLIMATISATION, CONDITIONNEMENT D'AIR ET INSTALLATION D'EAU CHAUDE SANITAIRE	
	CH29 à 40	VENTILATION DE CONFORT	
CCTP - Plan EO01 d'octobre 2022	CH34	Dispositifs de sécurité	F
CCTP - Plan CV	CH35	Equipements ou installations utilisant des fluides frigorigènes	F
CCTP - Plan CV	CH36	Centrale de traitement d'air La centrale de traitement d'air a été déplacée dans le vestiaire.	F n°9
	CH41 à 43	VENTILATION MECANIQUE CONTROLEE	
CCTP - Plan CV	CH41	Principes de sécurité des installations de V.M.C. Fonctionnement permanent au sens de CH 41	F n°7
CCTP - Plan CV	CH42	Mise en place de dispositifs d'obturation	SO
CCTP - Plan CV	CH43	Fonctionnement permanent du ventilateur	F
	Art. EL	INSTALLATIONS ELECTRIQUES	

RAPPORT INITIAL

Documents Examinés	Textes de référence	Observations	Avis
CCTP LOT 2.1 ELECTRICITE d'Août 2022 - Plan E01 d'Août 2021	EL5 à 11	REGLES D'INSTALLATION	
	EL11	Appareillage et appareils d'utilisation Une coupure d'urgence accessible au pompier est obligatoire dans cet établissement. Préciser si celle-ci est existante ou pas: Avis suspendu	S n°17
	Art. EC	ECLAIRAGE	
	EC1 à 5	DISPOSITIONS GENERALES	
CCTP LOT 2.1 ELECTRICITE d'Août 2022 - Plan E01 d'Août 2021	EC5	Appareils d'éclairage	
	§1	Conformité aux normes Les attestations de conformité aux normes de la série NF EN 60598 des luminaires devront être fournis avant leur mise en place: Avis suspendu Phase exécution.	S n°15
	§2	Fixation des appareils d'éclairage Les appareils d'éclairage fixes ou suspendus de plus de 200g devront être reliés aux éléments stables de la construction.	S n°16
Plan E01 d'Août 2021	EC7 à 15	ECLAIRAGE DE SECURITE	
	EC9	Éclairage d'évacuation Implantation de l'éclairage de sécurité: Avis favorable	F n°10
	Art. MS	MOYENS DE SECOURS CONTRE L'INCENDIE	
CCTP - Plan EO01 d'octobre 2022	MS61 à 67	SYSTEME DE SECURITE INCENDIE (SSI) - SYSTEME D'ALARME	
	MS 65	Conditions générales d'installation	
	§1	Implantation des déclencheurs manuels	F
Plan	Art. L1 à 18	MESURES APPLICABLES A TOUS LES ETABLISSEMENTS (TYPE L)	SO
Plan	Art. R	ETABLISSEMENT D'EVEIL, ENSEIGNEMENT, FORMATION, CENTRE DE VACANCES OU DE LOISIRS SANS HEBERGEMENT (type R)	SO
CCTP LOT 2.1 ELECTRICITE d'Août 2022 - Plan E01 d'Août 2021	Décret n°2010-1017 du 30/08/2010	PROTECTION DES TRAVAILLEURS CONTRE LES COURANTS ELECTRIQUES	
	Section 2	CONCEPTION ET REALISATION DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES	
	R4215-3 §2	Interconnection des masses et coupure automatique Les autocontrôles devront être fournis en fin de chantier en précisant l'appareil utilisé et sa date d'étalonnage	S n°14
	R4215-6	Tenue aux surintensités des matériels et des canalisations électriques En attente des schémas électriques et des notes de calculs: Avis suspendu, en attente de ces documents en phase exécution.	S n°11
CCTP LOT 2.1 ELECTRICITE d'Août 2022	R4215-11	Adaptation à la tension En attente des fiches techniques du matériel électrique mis en place: Avis suspendu, en attente de ces documents en phase exécution. Le TGBT est existant et conservé, toute fois celui-ci étant placé dans un milieu corrosif, préciser sa résistante à la corrosion: Avis suspendu	S n°12

RAPPORT INITIAL

<i>Documents Examinés</i>	<i>Textes de référence</i>	<i>Observations</i>	<i>Avis</i>
CCTP LOT 2.1 ELECTRICITE d'Août 2022 - Plan E01 d'Août 2021	R4215-12	Risques d'incendie Les installations électriques des locaux à risques particuliers doivent être établies dans les conditions définies à l'article 422 de la norme d'installation NF C 15-100 (décembre 2002) pour les locaux présentant des risques d'incendie (condition d'influence externe BE 2)	S n°13

5.6. Mission Accessibilité des constructions aux personnes handicapées (Mission Hand)

<i>Documents Examinés</i>	<i>Textes de référence</i>	<i>Observations</i>	<i>Avis</i>
	Arrêté du 8/12/2014	ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC SITUÉS DANS UN CADRE BATI EXISTANT ET DES INSTALLATIONS EXISTANTES OUVERTES AU PUBLIC	
	Art. 6	CIRCULATIONS INTÉRIEURES HORIZONTALES Largeur mini de 1,20m	F
	Art. 10	PORTES, PORTIQUES ET SAS Largeur des portes principales et des portiques	F
	Art. 12	SANITAIRES Cabinets aménagés	F
	Art. 18	ETABLISSEMENTS AVEC CABINES ET ESPACES A USAGE INDIVIDUEL Douches	F